



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/666/Add.7
13 septembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
Point 117 de l'ordre du jour

AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Rapport du Secrétaire général

Additif

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport, qui est une mise à jour du dernier rapport du Secrétaire général sur la situation financière de l'Organisation (A/50/666/Add.6), tient compte des contributions reçues au 31 août 1996 et des prévisions établies pour le reste de l'année.

II. ÉTAT DES CONTRIBUTIONS

2. Au 12 septembre 1996, 88 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire, contre 72 à la même date en 1995. Cette nette amélioration tient au fait que plusieurs États Membres ont répondu favorablement aux appels du Secrétaire général, malgré de graves difficultés économiques pour certains d'entre eux. En dépit de ces efforts encourageants, au 31 août 1996, les quotes-parts non acquittées s'élevaient à 772,8 millions de dollars, dont 73 % étaient dus par l'État Membre qui verse la quote-part la plus élevée.

3. Au 31 août 1996, les contributions non acquittées relatives aux opérations de maintien de la paix et aux tribunaux internationaux s'élevaient respectivement à 2 milliards 60 millions de dollars et à 21,4 millions de dollars, soit un total de 2,1 milliards de dollars comprenant 61,4 millions payables depuis moins de 30 jours. Environ 53 % du total était constitué de contributions dues par l'État Membre qui paie la quote-part la plus élevée.

III. SITUATION DE TRÉSORERIE

4. À fin juin, la situation de trésorerie consolidée du Fonds général (budget ordinaire, Fonds de roulement et Compte spécial) s'établissait à moins 18 millions de dollars, ce qui a contraint le Secrétaire général à avoir recours

à des prélèvements sur les comptes des opérations de maintien de la paix. À fin août, la situation s'était encore détériorée, le déficit atteignant alors 84 millions de dollars. L'État Membre dont la quote-part est la plus élevée avait pourtant versé, en août, 40 millions de dollars sur lesquels on n'avait pas compté dans les prévisions de trésorerie antérieures. Cette somme faisait partie du montant de 80 millions de dollars inscrit au budget approuvé de l'État Membre intéressé sous condition que le gouvernement de cet État certifie que l'ONU n'avait doté aucun programme de ressources supplémentaires sans réduire d'autant les crédits inscrits à une autre rubrique de son budget. N'étant assuré ni du versement effectif des 40 millions de dollars restants ni de la date éventuelle de ce versement, on n'en a pas tenu compte dans les prévisions de trésorerie.

IV. PRÉVISIONS DE TRÉSORERIE : FONDS GÉNÉRAL

5. On prévoit toujours que la situation de trésorerie consolidée du Fonds général restera déficitaire jusqu'à la fin de 1996. Néanmoins, du fait du règlement de 40 millions de dollars dont il a été fait état plus haut, on prévoit maintenant que le solde déficitaire à la fin de l'année s'établira non plus à 287 millions de dollars, comme il était prévu dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/50/666/Add.6), mais à 243 millions de dollars. Cette prévision suppose que l'État Membre dont la quote-part est la plus élevée versera 113 millions de dollars au cours du quatrième trimestre 1996, et elle tient compte du montant estimatif des versements des autres États Membres, calculé en tenant compte des données communiquées au Secrétariat et en se fondant sur l'échelonnement des paiements observé par le passé. En revanche, elle ne suppose pas que l'État Membre dont la quote-part est la plus élevée versera les 40 millions de dollars qui restent en suspens sur la somme dont le paiement est soumis à condition, car il n'a pas été confirmé au Secrétariat que ce montant serait effectivement versé, ni éventuellement quand.

V. PRÉVISIONS DE TRÉSORERIE : MAINTIEN DE LA PAIX

6. Ainsi que le Secrétaire général l'a déjà souligné, il est beaucoup plus difficile d'établir des prévisions de trésorerie pour les comptes des opérations de maintien de la paix que pour le budget ordinaire. La date de mise en recouvrement des quotes-parts, le montant de celles-ci et la date prévisible des encaissements correspondants sont beaucoup plus sujets à fluctuation que ceux relatifs au budget ordinaire.

7. D'après les données dont on dispose actuellement, le solde de trésorerie consolidé des opérations de maintien de la paix devrait s'élever à 866 millions de dollars au 31 décembre 1996. Cette prévision marque une augmentation de 29 millions de dollars par rapport à celle qui figurait dans le précédent rapport du Secrétaire général (837 millions de dollars). Cette variation, dont le montant est relativement négligeable au regard des incertitudes dont sont entachées les prévisions dans ce domaine, est le résultat d'une diminution des débours prévus (50 millions de dollars) et d'un ajustement à la baisse du montant prévu des recettes (21 millions de dollars).

8. Ce qu'il est plus intéressant de noter est que les prévisions actuelles continuent de supposer que 350 millions de dollars au total seront versés d'ici la fin de l'année aux pays fournissant des contingents, dans le cadre des remboursements courants. Sur ce montant, 279 millions de dollars avaient été déboursés à fin août. En outre, on compte toujours effectuer un versement spécial de 275 millions de dollars à la fin de l'année, à condition que l'on ait reçu d'ici là l'intégralité des 400 millions de dollars attendus de la Fédération de Russie.

9. Selon les montants qui seront effectivement encaissés d'ici la fin de l'année – qui eux-mêmes pourront être affectés par le montant et la date des mises en recouvrement supplémentaires que l'Assemblée générale pourrait approuver entre temps – on pourrait éventuellement envisager de procéder à des remboursements supplémentaires au titre des dépenses relatives aux contingents et au matériel. Selon les hypothèses actuelles, le montant restant dû à ce titre à la fin de l'année s'élèverait à environ 700 millions de dollars. Le Secrétaire général tient toujours à réduire ce montant autant et aussi rapidement qu'il est raisonnablement possible, mais on ne saurait aujourd'hui s'avancer davantage, compte tenu des aléas inhérents aux prévisions – surtout en ce qui concerne les encaissements.

VI. CONCLUSION

10. En l'état actuel des prévisions, le solde de trésorerie consolidé de l'Organisation à fin 1996 s'élèvera à 623 millions de dollars, ce montant se décomposant en un solde négatif de 243 millions de dollars pour le Fonds général consolidé et un solde positif de 866 millions de dollars pour les comptes des opérations de maintien de la paix. Cela représente un certain progrès par rapport au solde global de 550 millions de dollars prévu par le Secrétaire général dans son rapport précédent, mais il reste que le déficit de trésorerie prévu au titre du budget ordinaire persiste et s'accroît et qu'il faudra continuer de le compenser en empruntant des fonds aux opérations de maintien de la paix, ce qui est contraire aux principes d'une saine gestion financière. D'autre part, cette prévision est liée de façon déterminante à la réalisation des prévisions de trésorerie concernant les opérations de maintien de la paix, sur lesquelles pèsent de grandes incertitudes.

11. Même si toutes les prévisions d'encaissement se concrétisent, la situation financière de l'Organisation restera précaire. À la fin de l'année, le montant total des contributions non acquittées devrait s'élever à 2,2 milliards de dollars. De plus, l'Organisation continuera de ne pouvoir survivre financièrement qu'en maintenant à un niveau inacceptable les montants qu'elle doit aux États Membres qui participent aux opérations de maintien de la paix.

12. La situation actuelle n'a rien qui puisse justifier de s'en satisfaire. Pour que l'Organisation puisse s'acquitter efficacement des tâches qui lui ont été confiées, il reste primordial que les États Membres respectent leurs obligations vis-à-vis d'elle en réglant intégralement et sans retard les sommes dont ils lui sont redevables.
